

DÉCLARATION FINALE

ACTE FINAL : LA DÉCLARATION DU SITEAU 9

Pour traduire les débats du panel et la légitimité des lauréats en engagements concrets, la journée s'est clôturée par la lecture officielle de la Déclaration Finale du SITEAU 9 par M. Abdoulaye Sène. Ce texte engage les participants et les institutions autour de 7 recommandations opérationnelles :

1. Création de comités interministériels dédiés au Nexus (Eau, Énergie, Alimentation, Santé).
2. Développement d'approches territoriales intégrées (Solidarité Montagne-Plaine).
3. Mobilisation de financements innovants et accessibles pour l'adaptation climatique.
4. Renforcement de la gestion partagée des ressources et des écosystèmes transfrontaliers.
5. Soutien direct aux innovations technologiques et à l'intelligence artificielle pour la gouvernance prédictive.
6. Développement de la médiation territoriale pour inclure les populations locales.
7. Renforcement de l'hydro-diplomatie et de la coopération décentralisée intergénérationnelle.

PRÉAMBULE

Nous, participants à la 9ème édition du Salon International des Technologies de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Énergie (SITEAU 9), réunis à Marrakech (musée de l'Eau Mohamed VI) les 13 et 14 mai 2026 sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI,

Représentant décideurs politiques, experts, opérateurs, institutions nationales et internationales, organisations de la société civile, chercheurs, jeunes professionnels et acteurs du secteur privé, issus du Maroc, d'Afrique et du monde, Ayant tenu une journée de conférence internationale articulée autour de quatre panels thématiques sur le Nexus Eau-Énergie-Agriculture-Santé (EEAS), ainsi qu'une demi-journée intergénérationnelle dédiée à l'exemple marocain, Reconnaissant que cette déclaration est le fruit d'un travail collectif et d'échanges approfondis entre toutes les parties prenantes,

I. UN CONSTAT PARTAGÉ : L'URGENCE D'UNE VISION SYSTÉMIQUE

Nous constatons que les crises climatiques, la pression démographique et les tensions croissantes sur les ressources naturelles se conjuguent pour mettre à l'épreuve les fondements mêmes de nos sociétés. Ces défis transcendent les frontières, les secteurs et les générations.

Nous affirmons que l'eau, seule ressource non substituable nécessaire à toute forme de vie, se trouve au cœur de cette convergence. Elle est à la fois victime et révélateur des déséquilibres systémiques de notre époque.

Nous reconnaissons que la souveraineté hydrique, énergétique et alimentaire sont les trois faces d'une même réalité — le One Health — et qui intègre la santé de nos écosystèmes et celle des populations.

Nous réaffirmons que les 17 Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 ne constituent pas une simple liste mais un véritable système interdépendant et indivisible :

- L'ODD 2 (Faim Zéro) dépend de l'ODD 6 (Eau propre) ;
- L'ODD 6 est conditionné par l'ODD 7 (Énergie propre) ;
- Les ODD 7 et 2 conditionnent ensemble l'ODD 3 (Bonne santé) ;
- Tous s'inscrivent dans l'impératif de l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques) et de l'ODD 15 (Santé des écosystèmes).

Ce système appelle des solutions couplées. Nous ne pouvons pas atteindre un objectif en ignorant les autres.

II. QUATRE PILIERS INDISSOCIABLES : LE NEXUS EEAS

Nous affirmons que le Nexus Eau-Énergie-Agriculture-Santé (EEAS) repose sur quatre piliers liés et indissociables, dont l'interdépendance doit être pleinement reconnue et traduite opérationnellement à tous les niveaux des territoires.

Nous reconnaissons que l'approche Nexus n'est pas une contrainte supplémentaire imposée aux acteurs, mais un multiplicateur d'impact, un levier qui permet de passer :

- De la gestion des impacts à la création de valeur partagée ;
- D'une gestion réactive d'une ressource qui se raréfie à une gouvernance prédictive et anticipatrice ;
- De silos sectoriels à des solutions connectées et des co-bénéfices mesurables.

Nous constatons que la gouvernance relative à la mobilisation et à l'utilisation de l'eau reste encore trop sectorisée, avec des responsabilités réparties entre plusieurs départements aux priorités parfois divergentes.

Il devient nécessaire de mettre en place des dispositifs complémentaires permettant de passer d'une logique principalement hydraulique vers une véritable gouvernance territoriale intégrée du bassin versant.

III. DES SILOS AUX SOLUTIONS CONNECTÉES

Nous appelons à ne plus cloisonner les secteurs de l'eau, de l'énergie, de l'agriculture et de la santé dans des ministères, des budgets et des politiques séparés et étanches.

Nous avons besoin de :

- Une planification commune et cohérente à toutes les échelles territoriales ;
- Des données partagées, ouvertes et interopérables entre secteurs ;
- Des financements qui récompensent les co-bénéfices et valorisent les approches intégrées ;
- Des outils de médiation et d'arbitrage au niveau des territoires, pour animer(est ce equivalent??)
- Des systèmes de gestion des ressources partagées.

Nous réaffirmons l'enjeu humain essentiel de l'eau et appelons à rendre effective la définition internationale de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) que le GWP avait donnée en 2000 : « Un processus qui favorise le développement et la gestion coordonnée de l'eau, des terres et des ressources connexes, en vue de maximiser, de manière équitable, le bien-être économique et social qui en résulte, sans pour autant compromettre la pérennité d'écosystèmes vitaux. »

IV. LA GÉOPOLITIQUE ET LA DIPLOMATIE DE L'EAU : UN FONDEMENT, PAS UNE OPTION

Nous affirmons que la géopolitique et la diplomatie de l'eau ne sauraient être une option parmi d'autres, mais le fondement de toute action systémique et cohérente à l'échelle internationale.

Nous devons sécuriser des systèmes de vie où l'eau, l'énergie, l'agriculture, la santé et même le numérique sont désormais intimement noués et connectés. Aucun de ces défis ne peut être relevé en ordre dispersé.

Nous appelons à agir à plusieurs échelles de territoires :

- Du local — territoires de vie, terroirs — là où les acteurs peuvent s'entendre sur un diagnostic et un plan d'action partagé ;
- Au régional et à l'international — où un combat décisif est à mener pour sortir des silos et faire comprendre l'importance conjointe du trio Eau-Sols-Agricultures.

L'eau doit devenir le socle d'un nouveau contrat de résilience entre les États, les territoires et les populations.

V. VERS UNE GOUVERNANCE ET UN FINANCEMENT INNOVANTS

Appelant à définir les contours d'une gouvernance inclusive et multi-niveaux dédiée au Nexus EEAS, qui permette :

- Une prise de décision éclairée par une meilleure compréhension des liens entre secteurs ;
- L'optimisation des ressources disponibles et la réduction des gaspillages ;
- L'intégration de la santé publique et des écosystèmes dans toutes les politiques sectorielles ;
- La mise en place à l'échelle des territoires d'un mécanisme de médiation pour animer la gestion des problématiques partagées de l'eau.

Appelons à construire des cadres permettant des projets concrets, finançables et répliquables — du champ à l'hôpital — en s'assurant de la disponibilité et de la pérennité des financements. Les solutions doivent être concrètes, précises, quantitatives et qualitatives.

En santé globale (humain, animaux, écosystèmes), nous appelons à passer de la gestion des impacts à la création de valeur partagée.

A développer les bons outils, les bons modèles et les bonnes alliances pour anticiper — et pas seulement subir les crises.

VI. L'INTERGÉNÉRATIONNEL : UNE CONDITION DE LA RÉSILIENCE

Nous affirmons que les décisions prises aujourd'hui en matière d'eau, d'énergie, d'agriculture et de santé auront un impact déterminant sur les générations futures. La dimension intergénérationnelle n'est pas un supplément d'âme : elle est une condition de la résilience.

Nous reconnaissons la valeur de la transmission entre générations — des savoirs de terrain des aînés vers les jeunes, et du regard neuf, des outils numériques et de la créativité des jeunes vers leurs aînés — comme un facteur de

cohésion sociale et de performance collective.

Nous appelons à institutionnaliser ces espaces d'échange intergénérationnel autour du Nexus EEAS, afin que les jeunes professionnels, leaders et entrepreneurs puissent contribuer pleinement à la transition vers des systèmes durables.

VII. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELLES

À l'issue de nos travaux, nous formulons les recommandations suivantes à l'attention des gouvernements, institutions, opérateurs et partenaires au développement :

En matière de gouvernance et d'institutionnalisation

- Mettre en place des mécanismes inter-ministériels dédiés à la coordination du Nexus EEAS, dotés de mandats clairs et de ressources suffisantes ;
- Développer des cadres législatifs et réglementaires intégrant explicitement les interdépendances entre eau, énergie, agriculture et santé ;
- Instituer des médiateurs territoriaux de l'eau pour animer les dispositifs de gestion partagée des ressources ;
- Promouvoir la GIRE comme fondement opérationnel de toute politique de l'eau, à toutes les échelles.

En matière de financement

- Mobiliser des instruments financiers innovants récompensant explicitement les co-bénéfices du Nexus ;
- Développer des projets Nexus EEAS bankables, répliquables et à fort impact territorial ;
- Renforcer les capacités des acteurs locaux à structurer et porter des projets intégrés auprès des bailleurs de fonds.

En matière de données, d'outils et d'innovation

- Développer des systèmes d'information partagés entre les secteurs eau, énergie, agriculture et santé ;
- Investir dans la gouvernance prédictive du Nexus, notamment par l'usage responsable de l'intelligence artificielle et des outils numériques ;
- Soutenir les start-up, jeunes professionnels et innovations qui contribuent à la transition vers des systèmes résilients.

En matière de coopération internationale

- Renforcer la diplomatie de l'eau comme pilier structurant des relations régionales et internationales, notamment en Afrique et dans le bassin méditerranéen ;
- Valoriser les retours d'expérience des bassins transfrontaliers dans la construction d'une nouvelle architecture de gouvernance hydrique mondiale ;
- Soutenir la mise en oeuvre de l'Alliance Eau-Sols-Agricultures.

VERS UN NOUVEAU CONTRAT DE RÉSILIENCE

Nous réaffirmons notre engagement collectif à améliorer la manière dont l'humanité habite la planète et la rend habitable pour tous.

L'eau doit redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : le socle d'un contrat de résilience entre les peuples, les territoires et les générations. Ce contrat ne se décrète pas, il se construit — ensemble, à toutes les échelles, dans la durée.

Nous appelons à ce que les présentes conclusions soient portées dans les enceintes nationales, régionales et internationales pertinentes, notamment dans le cadre du processus préparatoire au 11ème Forum Mondial de l'Eau et des négociations climatiques à venir.

Fait à Marrakech, le 14 mai 2026.

Les participants à la Conférence Internationale SItEau 9